



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

DECLARATION DU CANDIDAT INDIVIDUEL OU DU MEMBRE DU GROUPEMENT¹ (DC 2 adapté)

*Le formulaire DC2 est un modèle de déclaration qui peut être utilisé par les candidats aux marchés publics (marchés ou accords-cadres) à l'appui de leur candidature (formulaire DC1). **En cas d'allotissement, ce document doit être fourni pour chacun des lots de la consultation.***

En cas de candidature groupée, il est rempli par chaque membre du groupement.

En complément de sa lettre de candidature (formulaire DC1), le candidat individuel ou chacun des membres du groupement peut produire, en annexe du DC2, les éléments demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, ou en l'absence d'un tel avis ou d'une telle invitation, dans les documents de la consultation.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses articles L. 1110-1, et R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-7 à R. 2162-12, R. 2162-13 à R. 2162-14 et R. 2162-15 à R. 2162-21 (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que R. 23612-1 à R. 23612-6, R. 2362-7, R. 2362-8, R. 2362-9 à R. 2362-12, et R. 2362-13 à R. 2362-18 (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité (MDS) ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A – Identification de l'acheteur

Le commissaire général de 2^{ème} classe Hervé PICCIRILLO

Ministère des armées / Service du commissariat des armées

Adresse postale : PFC-SO/BAP - CS 21152 - 33068 Bordeaux cedex

Adresse géographique : PFC-SO/BAP - Caserne Xaintrailles – 112 bd M^{al} Leclerc – 33000 Bordeaux

Téléphone : 05.57.85.22.80– Télécopie : 05.57.85.25.10

Courriel : pfc-sud-ouest-bap-sm2.contact.fct@intradef.gouv.fr

Portail <http://www.achats.defense.gouv.fr>

Profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

B - Objet de la consultation

La réalisation de prestations de plonge, de nettoyage des locaux de plonge, nettoyage des locaux et de la vitrerie des sites soutenus par le GSC de Pau-Bayonne (dept 64 et 40) (3 lots).

La candidature est présentée pour les lots suivants :

☐ Lot 1 : Prestations relatives au nettoyage des locaux et de la vitrerie des entités relevant des sites du Grand Pôle de Pau (dept 64),

☐ Lot 2 : Prestations relatives au nettoyage des locaux et de la vitrerie des entités relevant des sites de Bayonne – Dax (dept 64 et 40),

¹ Notice explicative sur le site du ministère chargé de l'économie.

☐ Lot 3 : Prestations relatives à la plonge, au nettoyage des locaux de plonge, des locaux et de la vitrerie des entités relevant des cercles d'Uzein et Bayonne (dept 64).

C – Identification du candidat individuel ou du membre du groupement

C1 - Cas général :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET (14 chiffres), à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

Courriel :

Téléphone : Télécopie :

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | | | | Code APE : |

Forme juridique du candidat individuel ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :.....

Caractère PME au sens de la recommandation 2003/361/CE du 06/05/2003², ou artisan : ☐ OUI
☐ NON

C – Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée par le contrat

Le candidat ne fournit que les renseignements ou documents demandés par l'acheteur au titre de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle.

C1 - Renseignements sur l'inscription sur un registre professionnel :

C2 - Le cas échéant, pour les marchés publics de services, indication de l'autorisation spécifique dont le candidat doit être doté ou de l'organisation spécifique dont il doit être membre pour pouvoir fournir, dans son pays d'origine, le service concerné :

C3 – Accès aux justificatifs et preuves le cas échéant (*si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.*)

- Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement:
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

2 - moyenne entreprise : elle emploie moins de 250 personnes et son chiffre d'affaires n'excède pas 50 millions d'euros ou son bilan n'excède pas 43 millions d'euros

- petite entreprise : elle emploie moins de 50 personnes et son chiffre d'affaires ou son bilan n'excède pas 10 millions d'euros.

- micro entreprise : elle emploie moins de 10 personnes et son chiffre d'affaires annuel (montant d'argent perçu à une période donnée) ou son bilan (état des actifs et des passifs de la société) n'excède pas 2 millions d'euros.

F – Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat individuel ou du membre du groupement

Le candidat ne fournit que les renseignements ou documents demandés par l'acheteur au titre de la capacité économique et financière

F1 - Chiffre d'affaires hors taxes des trois derniers exercices disponibles :

	Exercice du au	Exercice du au	Exercice du au
Chiffre d'affaires global			
Part du chiffre d'affaires en rapport avec les fournitures ou services objet du projet	%	%	%

Lorsque les informations sur le chiffre d'affaires ne sont pas disponibles pour la totalité de la période demandée, date à laquelle l'opérateur économique a été créé ou a commencé son activité :/...../.....

F2 – Autres informations requises au titre de la capacité économique et financière :

F3 – Documents de preuve disponibles en ligne *(si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement:
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

G – Renseignements relatifs à la capacité technique et professionnelle du candidat individuel ou du membre du groupement

Le cas échéant, documents de preuve disponibles en ligne *(si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement:
- Renseignements nécessaires pour y accéder :

H – Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel ou du membre du groupement s'appuie pour présenter sa candidature

Rubrique à renseigner dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement s'appuie sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à cet opérateur (art. R2142-3 ou R2342-3 MDS du code de la commande publique)

Joindre, pour chaque opérateur économique, en annexe du DC2, tous les renseignements ou documents demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans les documents de la consultation. Apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques

mettra à la disposition du candidat individuel ou du membre du groupement les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché ou de l'accord-cadre.

Désignation du (des) opérateur(s) :

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque opérateur économique, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de l'adresse de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD]